



HAL
open science

Les gilets jaunes ou le retour de la lutte des classes

Luc Rouban

► **To cite this version:**

Luc Rouban. Les gilets jaunes ou le retour de la lutte des classes. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2019, pp.8. hal-03457753

HAL Id: hal-03457753

<https://sciencespo.hal.science/hal-03457753>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



LE BAROMÈTRE DE LA CONFIANCE POLITIQUE

LA NOTE / #2 / vague 10

Janvier 2019

LES GILETS JAUNES OU LE RETOUR DE LA LUTTE DES CLASSES

Le soutien au mouvement des gilets jaunes est essentiellement le fait des catégories populaires et moyennes alors que son rejet caractérise plus particulièrement les catégories socioprofessionnelles supérieures. Le soutien à ce mouvement est fortement corrélé à un niveau de défiance particulièrement élevé à l'égard des institutions politiques comme à la critique du capitalisme. En revanche, la demande de démocratie directe, et notamment celle qui vise le référendum, dépasse largement les frontières de ce mouvement. Celui-ci vient incarner la recherche d'une nouvelle étape démocratique. C'est pourquoi il est largement considéré par les enquêtés comme menant une action profitable à l'ensemble de Français et pas seulement aux plus démunis.

Méthodologie : La vague 10 du Baromètre de la confiance politique a été réalisée du 13 au 24 décembre 2018 auprès de 2 116 personnes interrogées selon la méthode des quotas.

Luc Rouban

La sociologie et l'orientation politique des gilets jaunes ont fait l'objet de nombreux commentaires et de quelques tentatives d'enquêtes qui se heurtent tous à la difficulté de disposer d'échantillons fiables tant le mouvement est éparpillé sur le territoire et complexe dans son expression. En revanche, le Baromètre de la confiance politique permet de comprendre le poids politique de ce mouvement en cernant les caractéristiques de celles et de ceux qui le soutiennent. L'analyse sociologique et politique de ces soutiens montre que le mouvement des gilets jaunes s'appuie sur des catégories sociales populaires et moyennes qui partagent au moins deux caractéristiques. L'une d'entre elle est la critique du capitalisme. L'autre est la forte demande de démocratie directe.

I – Le soutien aux gilets jaunes et la fracture sociale

Un soutien qui dépasse les classes populaires

Le soutien apporté au mouvement des gilets jaunes caractérise tout particulièrement les membres des catégories populaires. Si l'on fait le total de ceux qui le soutiennent « plutôt » et « tout à fait », on voit que le soutien maximum est obtenu chez les ouvriers (74%), les personnels des services directs aux particuliers (81%), mais aussi chez les chômeurs qui n'ont jamais travaillé (71%) alors que le soutien minimum est observé chez les cadres et les ingénieurs du secteur privé (33%). Néanmoins, le soutien aux gilets jaunes reste tout de même élevé au sein des classes moyennes. C'est en particulier le cas des agents d'encadrement de la fonction publique (62%) ou des techniciens du secteur privé (65%). Au total, la proportion d'enquêtés soutenant les gilets jaunes est

de 67% dans les catégories populaires contre 58% dans les catégories moyennes et 44% dans les catégories supérieures. La ligne de partage passe donc entre ces dernières et les deux premières catégories, donnant l'image d'une mobilisation qui suit assez exactement la fracture entre ce que l'on peut désigner comme le « peuple » et les « élites ». Néanmoins, comme le montre le tableau 1, la proportion de ceux qui soutiennent « tout à fait » le mouvement décroît beaucoup plus vite selon la catégorie sociale que la proportion de ceux qui ne le soutiennent que « plutôt ».

Tableau 1 : Le soutien au mouvement des gilets jaunes par catégorie sociale (%)
Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 10, 2019

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Soutient tout à fait	40	27	15
Soutient plutôt	27	31	29
Ne soutient plutôt pas	14	17	24
Ne soutient pas du tout	10	15	26
Indifférent	9	7	4
NSP	1	2	2

Lecture : 40% des enquêtés appartenant aux catégories populaires soutiennent tout à fait le mouvement des gilets jaunes alors que 27% le soutiennent plutôt.

Mais l'enquête nous apprend également qu'une majorité d'enquêtés, quelle que soit leur catégorie socioprofessionnelle d'appartenance, considèrent que le mouvement porte les revendications de nombreux Français et pas seulement celles des Français qui sont en difficulté. Cette proportion est particulièrement forte dans les catégories populaires (77%) et moyennes (71%) mais elle est également haute au sein des catégories supérieures (62%). La fragmentation des catégories sociales et notamment le flou qui entoure la frontière entre classes moyennes et classes supérieures¹ peuvent éclairer ce paradoxe. La proportion de ceux qui pensent que ce mouvement est un mouvement « par procuration » fait pour le compte et au nom du plus grand nombre passe en effet de 94% parmi ceux qui soutiennent tout à fait le mouvement à 30% de ceux qui ne le soutiennent pas du tout. Cette dernière proportion indique donc que même les plus hostiles au mouvement reconnaissent pour un tiers d'entre eux environ que l'on ne se situe pas dans le cadre d'un mouvement social ordinaire plus ou moins catégoriel ou corporatiste.

¹ Comme pour l'ensemble des autres travaux, on a utilisé la grille de lecture suivante qui n'est évidemment pas parfaite. Les catégories populaires comprennent les ouvriers, les employés du privé comme du public, et les artisans-commerçants ne disposant pas de personnel. Les catégories moyennes recouvrent les artisans-commerçants ayant des salariés, les femmes au foyer, les étudiants, les professeurs des écoles, les enseignants du second degré, les maîtres de conférence, les officiers, les journalistes, les professions intermédiaires du privé comme du public et, par défaut, les agriculteurs. Les catégories supérieures sont composées des cadres du privé, des industriels et gros commerçants, des patrons de TPE, des professions libérales, des cadres des trois fonctions publiques, à l'exception des enseignants, et des entreprises publiques, des permanents politiques, des universitaires de rang A, des intellectuels et artistes. Les retraités sont classés en fonction de leur dernière activité professionnelle.

Un soutien convergent avec le Rassemblement national

Cet ancrage populaire du soutien aux gilets jaunes, dont le mouvement a souvent été présenté comme la revanche des oubliés de la mondialisation, ne lui donne pas *a priori* une orientation partisane. De fait, lorsqu'on étudie le profil politique de ces soutiens, on voit que La France insoumise partage l'essentiel de leur choix électoral en mai 2017, lors du premier tour de l'élection présidentielle, avec le Rassemblement national (RN). Cette lecture est vraie mais ne tient pas compte des nuances à introduire dans le degré de soutien. Là encore, les enquêtés qui soutiennent « tout à fait » le mouvement sont bien plus proches du RN.

Tableau 2 : Le soutien au mouvement des gilets jaunes par catégorie sociale (%)
Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 10, 2019

	Soutient tout à fait	Soutient plutôt	Ne soutient plutôt pas	Ne soutient pas du tout	Indifférent
Ext. gauche	3	4	1	1	3
J.-L. Mélenchon	20	13	7	6	10
B. Hamon	7	8	6	4	6
E. Macron	7	20	42	48	18
F. Fillon	7	16	20	23	11
N. Dupont-Aignan	4	5	4	2	6
M. Le Pen	34	16	8	5	12
Blancs, nuls, abstention	15	16	12	11	33

Lecture : 20% des enquêtes soutenant « tout à fait » le mouvement des gilets jaunes ont voté pour Jean-Luc Mélenchon et 34% ont voté pour Marine Le Pen. Le tableau ne fait pas figurer les « petits candidats » par manque d'effectifs.

L'opposition politique frontale au gouvernement se traduit par le fait que les soutiens aux gilets jaunes (en y incluant ceux qui les soutiennent tout à fait et plutôt) font confiance à Édouard Philippe à hauteur de 10% contre 52% des anti-gilets jaunes et à Emmanuel Macron à hauteur de 7% contre 51%. Mais on peut également observer que cette orientation idéologique générale ne se traduit pas par une confiance particulière dans les personnalités de l'opposition à la seule exception de Marine Le Pen qui arrive largement en tête : les soutiens aux gilets jaunes lui font confiance à hauteur de 36% contre 11% de leurs opposants, alors qu'ils ne sont que 21% à faire confiance à Jean-Luc Mélenchon et 14% à Laurent Wauquiez.

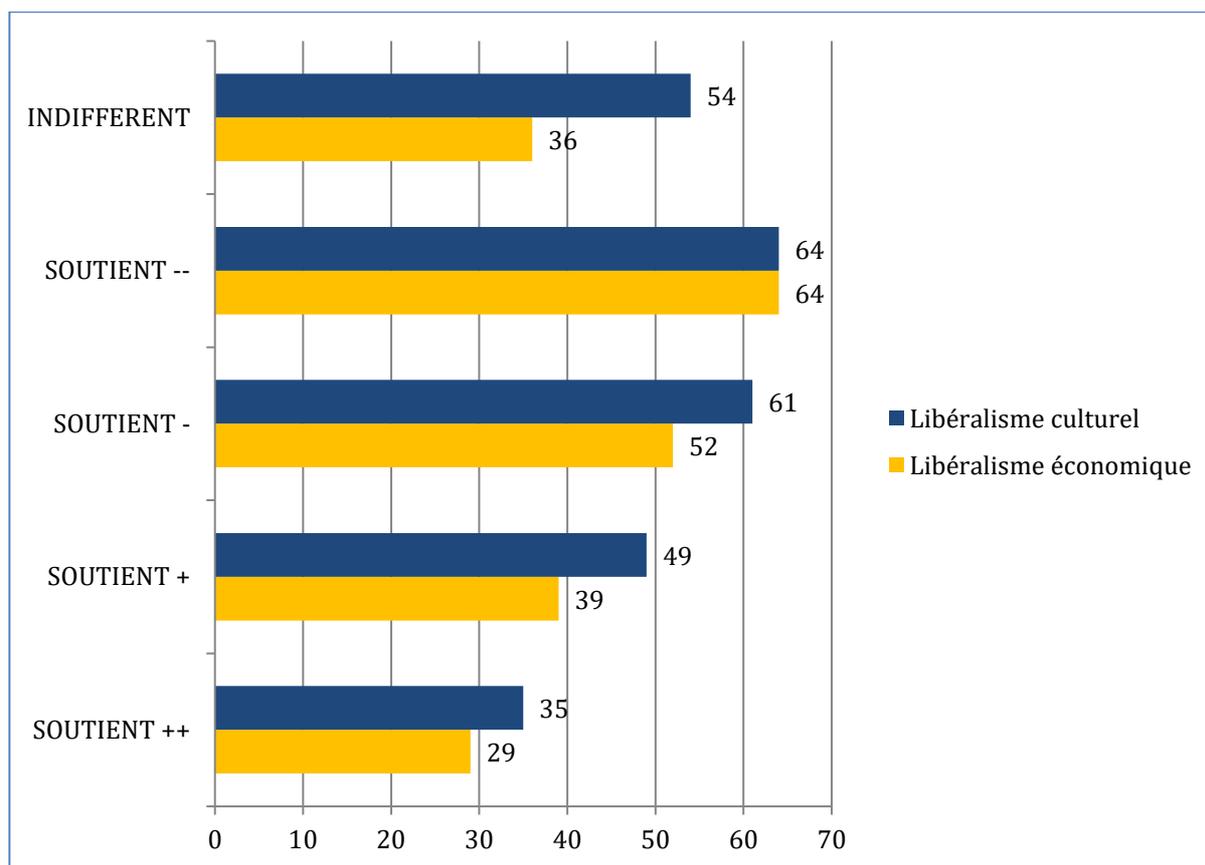
Cette proximité au RN peut également se vérifier dans la distribution des valeurs. On a construit un indice de libéralisme économique et un indice de libéralisme culturel. Le premier est construit sur la base de trois questions : faut-il réduire le nombre de fonctionnaires, faut-il que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté pour lutter contre la crise économique, faut-il prendre aux riches pour donner aux pauvres afin d'assurer la justice sociale ? Le second indice est également construit sur la base de trois questions : faut-il rétablir la peine de mort ? Y-a-t-il trop d'immigrés en France ? Faut-il supprimer la loi autorisant le mariage homosexuel ? Ces trois indices vont donc de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives et ont été ensuite dichotomisés en deux groupes égaux afin de faciliter la lecture des résultats.

Comme le montre le graphique 1, le niveau de libéralisme économique tout comme celui de libéralisme culturel sont les plus bas parmi les enquêtés qui disent soutenir tout à fait le mouvement des gilets jaunes. Le cumul d'un faible libéralisme économique et d'un faible libéralisme culturel caractérise l'univers politique de la droite radicale alors que le macronisme se distingue plus particulièrement par le cumul d'un fort libéralisme économique et d'un fort libéralisme culturel. Ces deux niveaux sont à leur plus haut au sein de la population des enquêtés ne soutenant pas du tout le mouvement des gilets jaunes.

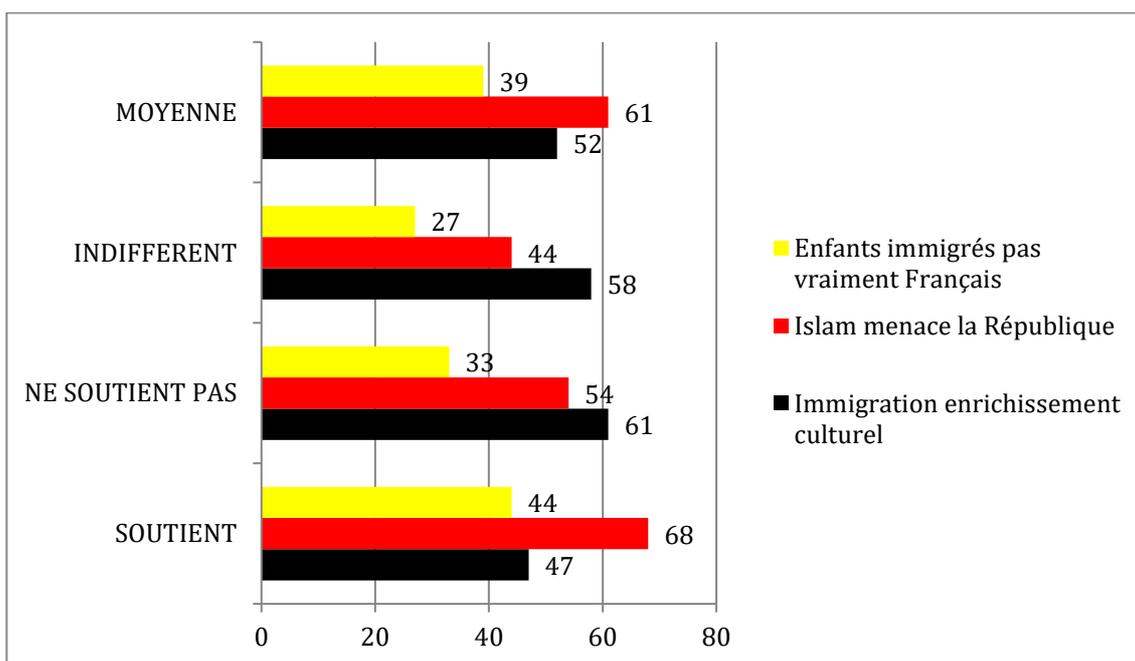
Ceux qui soutiennent les gilets jaunes se positionnent clairement dans l'opposition au capitalisme. Pour 60% d'entre eux celui-ci devrait être réformé en profondeur alors que cette proposition n'est soutenue que par 35% des opposants aux gilets jaunes. Cette idée réunit néanmoins en moyenne 50% de l'échantillon. De même, la proposition : « l'économie actuelle profite aux patrons aux dépens de ceux qui travaillent », est soutenue par 85% des soutiens aux gilets jaunes contre 50% de leurs opposants. Là encore, néanmoins, l'enquête montre que le niveau moyen de la critique contre le système actuel est très élevé puisque l'ensemble des enquêtés acquiescent à hauteur de 72%. Si l'on croise cet item avec la répartition des enquêtés en trois catégories socioprofessionnelles, on voit que la proportion de réponses positives ne varie pas beaucoup entre les catégories populaires (78%) et les catégories moyennes (71%), alors qu'elle baisse dans les catégories supérieures (60%) tout en y obtenant néanmoins une large majorité.

En matière de libéralisme culturel, la question de l'immigration distingue assez clairement les enquêtés soutenant le mouvement, qui s'avèrent peu tolérants, des enquêtés qui ne le soutiennent pas ou des enquêtés indifférents au mouvement. Comme le montre le graphique 2, les enquêtés soutenant le mouvement sont plus nombreux en proportion à penser que l'Islam menace la République et que les enfants d'immigrés ne sont pas vraiment des Français comme les autres alors qu'ils sont en revanche les moins nombreux à penser que l'immigration constitue un enrichissement culturel.

Graphique 1 : Le niveau de libéralisme économique et culturel du soutien aux gilets jaunes (%)
 Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 10, 2019



Graphique 2 : La question de l'immigration et le soutien aux gilets jaunes (%)
 Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 10, 2019



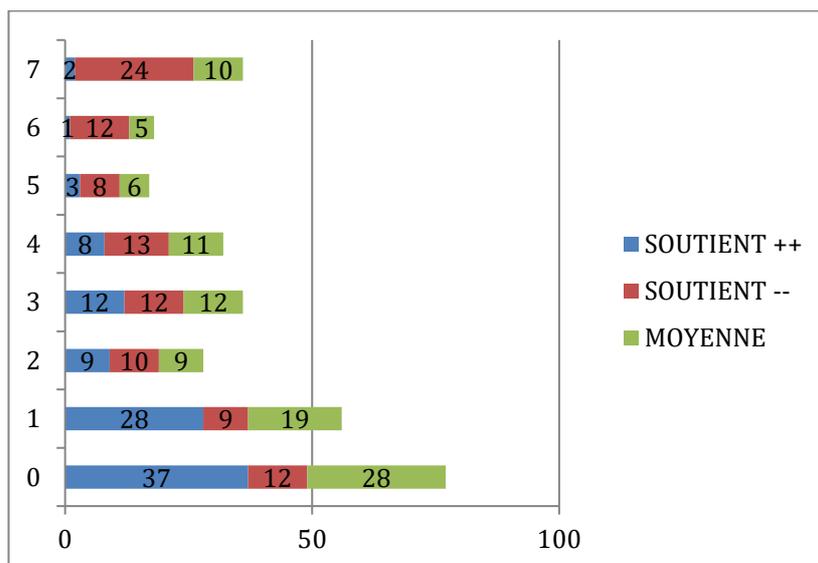
II Le soutien aux gilets jaunes s'associe à un niveau particulièrement bas de confiance politique

Pour mesurer le niveau de confiance dans les institutions politiques, on a créé un indice sur la base des réponses aux questions portant sur la confiance que les enquêtés portent à leur maire, leur conseiller départemental, leurs conseillers régionaux, leur député, leurs députés européens, au Premier ministre actuel et au président de la République. Cet indice va donc de 0 à 7. Le niveau de confiance dans ces institutions varie de façon inverse au soutien à l'égard des gilets jaunes. Alors que 28% de tous les enquêtés se situent au niveau 0 de l'indice, cette proportion passe à 37% parmi ceux qui soutiennent tout à fait le mouvement des gilets jaunes contre 12% pour ceux qui ne le soutiennent pas du tout.

L'écart dans les niveaux de confiance entre les enquêtés qui soutiennent les gilets jaunes et ceux qui ne les soutiennent pas est d'autant plus important que l'on passe du personnel politique local au personnel politique européen ou national. C'est ainsi que les premiers font confiance à leur maire à hauteur de 57% contre 67% des seconds, dans leur conseiller départemental à concurrence de 36% contre 48% ou dans leurs conseillers régionaux à 34% contre 48%. L'écart se creuse sensiblement en revanche pour les députés (25% de confiance contre 49%), les députés européens (16% contre 39%) et surtout le Premier ministre actuel (12% contre 55%) ou le président de la République (10% contre 56%). De tels écarts montrent que le mouvement des gilets jaunes a cristallisé une véritable fracture politique en France et qu'il est bien le signe d'un débat politique allant au-delà de revendications sociales.

La demande de justice sociale et la remise en cause de l'appareil économique se perçoivent également dans les résultats obtenus sur la confiance placée dans diverses institutions. Une différence sensible sépare ainsi les soutiens des gilets jaunes à leurs opposants en ce qui concerne la confiance portée à la justice (39% de confiance contre 60%), aux entreprises publiques (35% contre 56%), aux grandes entreprises privées (30% contre 50%) et aux banques (22% contre 38%). En revanche, les soutiens aux gilets jaunes se distinguent dans la confiance qu'ils portent aux syndicats (29% contre 21%) et aux réseaux sociaux (17% contre 7%) bien que ces différences soient assez faibles et que le niveau de confiance dans ces deux institutions soit généralement assez bas.

Graphique 3 : La confiance dans les institutions politiques et le soutien aux gilets jaunes (%)
 Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 10, 2019



Lecture : 37% de ceux qui soutiennent tout à fait les gilets jaunes sont au degré 0 de l'indice de confiance dans les institutions politiques contre 12% de ceux qui ne les soutiennent pas du tout et une moyenne de 28% dans tout l'échantillon. En revanche, seuls 2% de ceux qui les soutiennent tout à fait sont au degré 7 de l'indice contre 24% de ceux qui ne les soutiennent pas du tout et une moyenne de 10% dans tout l'échantillon.

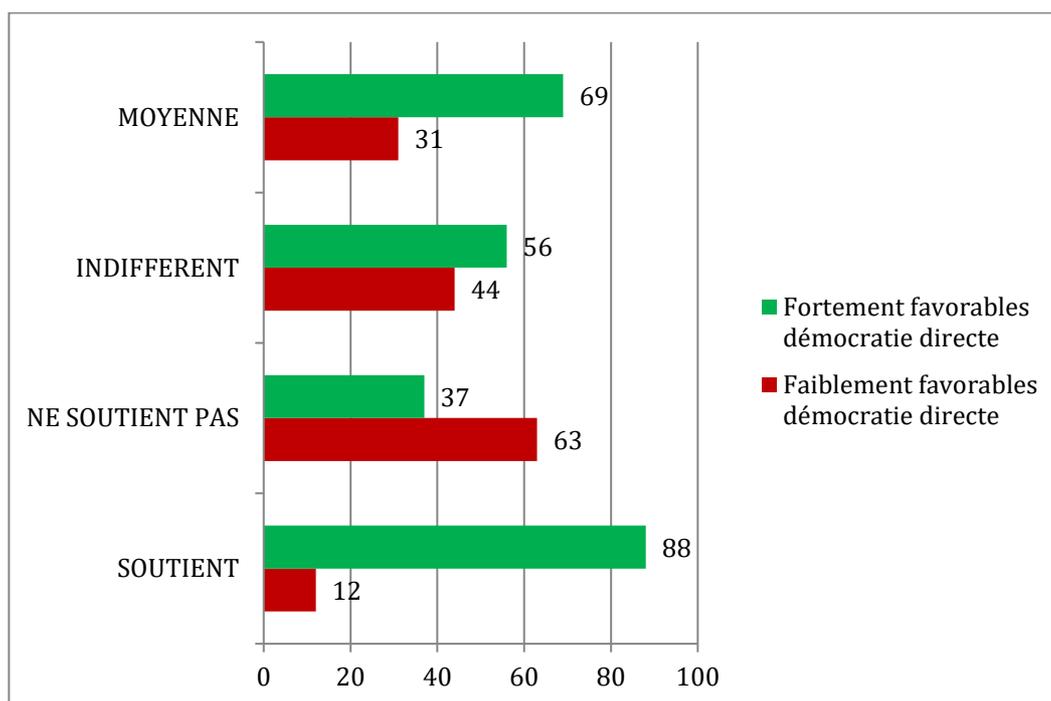
III La demande générale de démocratie directe

La question centrale que pose le mouvement des gilets jaunes est bien celui de la convergence qu'il organise entre la demande de justice sociale et la demande d'un renouveau démocratique passant par davantage de démocratie directe.

On a donc construit un indice de démocratie directe reposant sur les réponses positives à trois questions : « Lorsqu'il y a un désaccord entre le gouvernement et ce que pensent la plupart des gens, le gouvernement devrait changer ses projets politiques » ; « Un bon système politique est celui où ce sont les citoyens et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays » ; « Les citoyens devraient pouvoir imposer un référendum sur une question à partir d'une pétition ayant rassemblé un nombre requis de signatures ». On obtient ainsi une échelle statistique (alpha de Cronbach = 0,647) qui va de 0 à 3 et que l'on a ensuite dichotomisée en deux groupes, l'un fortement demandeur de démocratie directe et pas l'autre.

Au total, cette demande est très forte puisque 46% des enquêtés se situent en moyenne sur le degré 3 de l'indice et que 69% d'entre eux se situent sur les degrés 2 et 3. Comme le montre le graphique 4, Le soutien aux gilets jaunes s'associe à une très forte demande de démocratie directe mais celle-ci est néanmoins assez forte chez ceux qui les critiquent ou ne les soutiennent pas. On peut d'ailleurs remarquer que si la proportion de ceux qui sont fortement favorables à la démocratie directe est de 75% parmi les catégories populaires et de 68% au sein des catégories moyennes, elle est encore de 56% au sein des catégories supérieures.

Graphique 4 : La demande de démocratie directe et le soutien aux gilets jaunes (% sur l'indice)
 Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 10, 2019



La question politique et la question sociale se rejoignent clairement. On remarque ainsi que 36% de ceux qui soutiennent les gilets jaunes sont *tout à fait* d'accord avec l'idée selon laquelle le gouvernement doit répondre à l'urgence sociale avant de lancer des projets de réforme de la société. Cette proportion monte à 87% si l'on y intègre ceux qui se disent « plutôt d'accord ». En revanche, cette défense de l'urgence sociale est bien plus basse chez ceux qui ne soutiennent pas les gilets jaunes puisqu'ils ne sont que plus que 8% à se dire tout à fait d'accord avec cette proposition et 58% à se dire globalement d'accord avec elle.

Il en va de même si l'on croise la demande de démocratie directe et la question de l'urgence sociale. En effet, 34% de ceux qui sont fortement favorables à la démocratie directe se disent tout à fait d'accord avec la proposition contre 5% de ceux qui sont faiblement favorables à la démocratie directe.

Statistiquement, la corrélation entre demande de démocratie directe, soutien aux gilets jaunes et priorité donnée à l'urgence sociale est vérifiée. L'analyse bivariée montre que la relation statistique est forte entre le fait de soutenir les gilets jaunes et de défendre en priorité l'urgence sociale (Pearson de 0,435, sig. 0,000), comme elle l'est entre le soutien aux gilets jaunes et l'idée que les citoyens n'ont plus besoin des partis et des syndicats pour exprimer leurs demandes (Pearson de 0,377, sig. 0,000) ou comme elle l'est entre cette dernière affirmation et le soutien aux gilets jaunes (Pearson de 0,363, sig. 0,000).

Conclusion

L'enquête révèle donc la constitution d'une demande politique, s'exprimant à travers le soutien au mouvement des gilets jaunes, qui associe fortement la démocratie directe et la volonté de résoudre de manière rapide les problèmes sociaux avant de mettre en œuvre des projets de réforme à plus long terme. Le fait que la demande de démocratie directe s'étende bien au-delà du soutien aux gilets jaunes montre que le clivage entre démocratie « progressiste » et populisme est peut-être en train de perdre de sa pertinence. L'enquête montre également que le soutien aux gilets jaunes réunissant les membres des catégories populaires à ceux des catégories moyennes dessine la frontière d'une nouvelle forme de lutte des classes inorganisée ou inexprimée mais qui, par définition, ne fait pas disparaître le clivage gauche-droite. On peut penser que seule une réforme des institutions vers davantage de démocratie directe peut réguler cette confrontation émergente entre intérêts sociaux différents.

Bibliographie et références documentaires

ROUBAN (Luc), *La démocratie représentative est-elle en crise ?*, Paris, La Documentation française, coll. Doc'en poche, 2018.

L'auteur

Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS
Centre de recherches
politiques de Sciences Po
luc.rouban@sciencespo.fr

Édition

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

Pour citer cette note :

ROUBAN (Luc), « Les gilets jaunes ou le retour de la lutte des classes », *Note Le Baromètre de la confiance politique 2*, Sciences Po CEVIPOF, janvier 2019, 8 p.

URL : <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/les-notes-de-recherche-du-barometre>

© CEVIPOF, 2019 Luc Rouban

Le Baromètre de la confiance politique

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. Depuis janvier 2009, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche sur la confiance politique.

Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.



info.cevipof@sciencespo.fr

<https://www.sciencespo.fr/cevipof/>